



**CHANTIER INTERDIT  
AUX PERSONNELS**



Administration centrale  
« STRATÈGE »

Paris, le 8 Juin 2018

## **Le mensonge en modernité de Françoise Nyssen**

### **La face cachée de la réforme de l'administration centrale sous le règne du Président Macron**

En ce beau mois de juin, le secrétaire général du ministère convie les organisations syndicales à une série de 3 réunions relatives au chantier « administration centrale stratégie » dans le cadre d'Action publique 2022, nouveau temps fort de la « réforme de l'État » version Macron. 3 réunions de deux heures à deux heures trente chacune tout au plus, et en présence des « chefs de file », pour nous présenter la restitution des travaux de 10 groupes de travail ou chantiers selon le calendrier suivant :

- Ressources humaines / formation / budget et chaîne de la dépense : 13 juin
- Logistique / systèmes d'information numérique / action internationale et européenne : 19 juin
- Recherche / études et observations / communication / documentation : 27 juin

Est-il besoin de rappeler pour la énième fois que les représentants du personnel ont été soigneusement écartés, dès le début du processus, de ces groupes de travail. Faut-il rappeler également que des réflexions en chambre de ces mêmes groupes de travail rien ou presque n'a filtré alors que s'y préparent des décisions concernant plusieurs centaines d'agents. Ces méthodes sont inédites au ministère de la culture.

Si nous avons en effet traversé bien des épreuves et dû combattre avec la plus grande énergie des politiques - tous bords confondus - mettant en péril le ministère, jamais le mépris du dialogue social n'avait atteint un tel niveau.

Mais même la meilleure communication du monde et les éléments de langage les mieux rodés ont leurs limites. Plus personne n'est dupe. Chacun sait bien que les groupes de travail chargés, officiellement, de penser la réforme de l'administration centrale n'ont pas pour objectif en vrai « d'améliorer le service public », ni de permettre à l'administration centrale d'être « plus agile et plus innovante », plus « moderne », plus « efficace », « stratégie », etc.

Déjà en 2009, les chantres de la RGPP nous vantaient les mérites d'une administration « renforcée, rénovée, modernisée ». Nous mesurons tous aujourd'hui les résultats de cette magnifique entreprise, donc, souvenons-nous, déjà, de « modernisation ».

La RGPP a considérablement affaibli le ministère ; elle a contribué au délitement de missions essentielles ; à la perte de savoir-faire et de compétences irremplaçables ; à une détérioration préoccupante des conditions de travail.

Nous allons voir ce que nous allons voir, eh bien on a vu ! Ce ministère a payé un lourd tribut au dogmatisme de celles et ceux qui, déjà, rêvaient plus ou moins secrètement de briser les reins du service public culturel et par la même occasion des agents qui le servent.

La CGT s'est procurée un document qui apporte la preuve du mensonge en modernité de notre administration. Ce document que vous trouverez en pièce jointe constitue la vraie feuille de route des groupes de travail, ou plus exactement, la vraie feuille de route fixée par la ministre à une administration chargée de la sale besogne.

Ce document qu'on nous cache depuis des mois montre bien ce qui se prépare en coulisse dans la plus parfaite opacité : ils vont réécrire les textes organisant le ministère de la culture ; ils vont tailler dans les missions ; tailler dans les dépenses ; dans les budgets et, de manière invariable, dans les effectifs. On comprend aisément qu'il s'agit une fois encore de transformer en cassant et en portant de nouveaux coups très rudes à l'administration centrale.

Ce document qui n'existe pas mais qui fait pourtant référence dans les milieux autorisés, ce document où il n'est pas question un seul instant de politique culturelle et encore moins, a fortiori, de démocratie culturelle, est le parfait révélateur des véritables intentions de madame Nyssen et de son projet.

**Le 13 juin, les autorités ministérielles nous doivent la vérité.**